



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Nucléaire

La production d'EDF repart fortement

La production du parc nucléaire EDF a augmenté de 7,9% sur les huit premiers mois de l'année par rapport à 2022, grâce à ...

• (Page 08)

Voiture électrique

Les projets d'usines se multiplient au Royaume-Uni

Le constructeur automobile allemand BMW a annoncé ...

• (Page 08)

Capitalisation du marché actions

La BRVM franchit la barre des 8 000 milliards FCFA



• (Page 04)

• (Page 03)

Gouvernement

Les nouveaux ministres ont pris fonction

Quelques jours après le remaniement opéré par le Président de la République au sein...

• (Page 02)

Protection de la côte

La BID accorde 128,17 millions d'euros au Togo

Le Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque islamique de développement (BID) a approuvé un financement de ...

• (Pages 04)

Commerce

Des marchandises à destination du Nigeria dédouanées à Cotonou

Les importateurs nigériens qui souhaitent importer leurs marchandises via le port de Cotonou seront bientôt libres de...

• (Page 06)

Professionnels de l'investissement

La SOAAP portée sur les fonds baptismaux

A l'Ivoire Trade Center de Cocody, Abidjan en Côte d'Ivoire, ce mardi 12 septembre,...

• (Page 11)

Togo / Entreprise

L'ANPGF outil des PME/PMI sur la gestion du risque fournisseur



26
28

Septembre 2023

HÔTEL 2
FÉVRIER,
LOMÉ - TOGO



Mettre l'économie Bleue au service du développement de l'Afrique

Exposition | Conférence | Séminaire
Visites découvertes | Rencontres B to B



Envie de devenir

Sponsor, Exposant
Délégué ou Visiteur?

www.maritimafricaweek.com

Contacts : +221 78 470 08 74 maritimafrica@gmail.com

Gouvernement

Les nouveaux ministres ont pris fonction

Quelques jours après le remaniement opéré par le Président de la République au sein du gouvernement, les nouveaux ministres ont pris leurs fonctions.

Au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG), Christian Trimua a pris les commandes, à l'issue d'une cérémonie de passation, avec son prédécesseur, Kanka-Malik Natchaba. "Sous la direction du ministre Natchaba, le Secrétariat Général a fait valoir de grandes qualités. Ensemble avec les équipes que nous avons, je crois que nous atteindrons les résultats dans les délais qui ont été déterminés", a indiqué l'officiel. Au ministère de la sécurité et de la protection civile, Calixte Batossie Madjoulba a pris ses quartiers, après la cérémonie de passation de charges avec son prédécesseur, le Gal Yark Damehame, appelé à d'autres fonctions. "Nous allons continuer ensemble ce que vous avez commencé, et vos efforts visant à protéger la vie de nos concitoyens, de jour comme de nuit", a assuré l'ambassadeur. Au ministère de l'eau et de l'hydraulique villageoise où il a été nommé, avec rang de Ministre d'Etat, Yark Damehame a pris la relève de Tiem Bolidja. Le nouveau responsable a fait part de sa volonté de renforcer les actions en vue d'un accès à l'eau pour tous. "C'est l'un des départements sensibles et les attentes sont grandes", a-t-il affirmé. Au ministère de la communication et des médias, Yawa Kouigan a pris les rênes du département, en lieu et place de Akodah Ayewouadan. "Je travaillerai sans relâche à promouvoir l'information de nos concitoyens, à renforcer la pédagogie de l'action gouvernementale, à structurer le paysage médiatique pour une communication dynamique, innovante et transparente

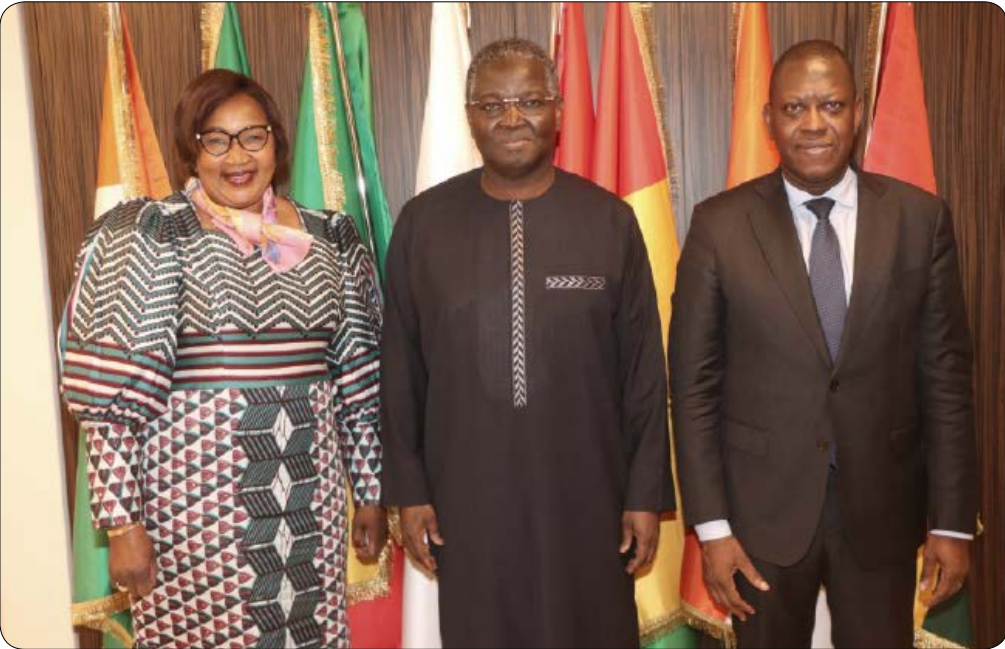


au service de la nation", a affirmé la nouvelle ministre. Au ministère du commerce, Rose Kayi Mivedor, précédemment ministre chargée de la promotion de l'investissement, a pris la suite de Kodjo Adedze, nommé au ministère de l'urbanisme, avec rang de Ministre d'Etat. A la cérémonie de passation au sein de ce nouveau département, Kodjo Adedze a succédé à Koffi Tsolenyanu, et exhorté les collaborateurs à plus d'engagement à l'atteinte des résultats escomptés. Au ministère de l'administration territoriale, le Préfet Hodabalo Awate a reçu son cahier des charges, des mains du responsable sortant, le ministre d'Etat, Payadowa Boukpepsi. "Nous allons capitaliser et peaufiner les acquis, pour en faire bon usage et nous projeter vers les nouveaux défis et enjeux", a-t-il assuré. Au ministère de la promotion de l'investissement, Manuella Modukpe Santos a également pris fonction, après une cérémonie de passation, avec sa prédécesseure, Kayi Mivedor. "C'est avec honneur,

fierté et beaucoup d'humilité que je prends la mesure de la confiance que me font le Président de la République et la Première ministre, cheffe du gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé. Beaucoup a été fait, dans le domaine de la promotion de l'investissement par ma prédécesseure, qui avec abnégation, a su poser les bases de notre ministère. Nous devons à présent nous consacrer à parachever les projets engagés et à continuer la procédure de développement du secteur", a déclaré la nouvelle ministre. Enfin, au ministère de l'accès universel aux soins, la tradition a été respectée, avec la passation du cahier des charges et des projets en cours. Le nouveau ministre, Jean-Marie Koffi Ewonoule Tessi, a pris ses marques, et remercié la ministre sortante, Mamessilé Agba-Assih pour son engagement, avant d'inviter les collaborateurs à poursuivre et renforcer la dynamique enclenchée depuis 2020 dans ce secteur.

(Togo Officiel)

Image du jour



Le Président de la Commission UEMOA, Abdoulaye DIOP (au milieu), a reçu ce 13 septembre 2023 à Ouagadougou, Massogbe TOURE DIABATE (à gauche), Membre du Comité Indépendant de Lecture de la Vision 2040 de l'UEMOA.

AUX DECIDEURS...

Le changement climatique affectera l'hydroélectricité

L'hydroélectricité fournit de l'électricité propre à des millions de personnes en Afrique. C'est la plus grande source d'énergie renouvelable du continent et représente près d'un quart de la production totale d'électricité en Afrique subsaharienne. Certains pays, cependant, en dépendent beaucoup plus que d'autres.

Le continent possède également un potentiel hydroélectrique bien plus important. Avec des ressources en eau relativement abondantes, l'Afrique subsaharienne disposerait, selon les estimations, d'un potentiel inexploité et à faible coût de 1,4 pétawattheure par an. Pour mettre cela en perspective, 1 PWh d'énergie pourrait alimenter environ un demi-milliard de foyers pendant un an, en supposant que chaque foyer consomme en moyenne environ 5,5 kWh par jour.

Il existe toutefois des préoccupations politiques et environnementales dont les planificateurs doivent tenir compte s'ils souhaitent développer l'hydroélectricité. Les tensions entre l'Éthiopie et les pays en aval du bassin du Nil, suite à la construction du colossal barrage de la Grande Renaissance, en sont emblématiques.

En tant que chercheur qui étudie les liens entre les systèmes énergétiques et le changement climatique, Giacomo Falchetta, chercheur postdoctoral en énergie, climat et environnement à l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA) a rédigé un article qui souligne pourquoi l'utilisation ou l'augmentation de la dépendance à l'hydroélectricité comporte des risques liés au climat.

L'hydroélectricité est produite en exploitant l'énergie cinétique de l'eau. Cette eau peut provenir de rivières ou d'eau stockée dans des bassins naturels ou artificiels. L'eau circule dans des turbines qui tournent. L'énergie cinétique de l'eau en mouvement est convertie en énergie mécanique et éventuellement en énergie électrique.

La puissance d'un barrage est donc très sensible aux changements extrêmes de la disponibilité des rivières et de l'eau. Il est également sensible aux changements climatiques permanents depuis sa construction.

Les changements attendus dans les niveaux et la configuration des précipitations sont toutefois incertains. Différents modèles et scénarios climatiques offrent une image mitigée de la façon dont l'avenir pourrait se dérouler, en particulier en Afrique centrale et au sud-ouest. Il existe néanmoins un consensus sur le fait que les événements hydrologiques extrêmes vont augmenter sur tout le continent avec le changement climatique. Cela rendra les systèmes électriques moins fiables, à moins qu'une planification appropriée ne soit mise en place.

Plusieurs pays sont plus menacés que d'autres parce qu'ils dépendent en grande partie, ou entièrement, de la production hydroélectrique et disposent de peu d'options de secours. Il s'agit notamment de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, de l'Ouganda, de la Zambie, du Mozambique et de la Sierra Leone. Certains pourraient même accroître leur dépendance à l'hydroélectricité.

Seuls quelques pays ont progressé dans la diversification de leur mix énergétique. Le Kenya, par exemple, a développé et continue de planifier d'importantes capacités renouvelables alternatives.

Plusieurs actions de planification et de gestion sont nécessaires pour se préparer aux effets du changement climatique sur l'hydroélectricité. Cela garantira que les citoyens d'Afrique subsaharienne bénéficieront d'une alimentation électrique plus fiable.

Dans l'ensemble, les planificateurs de systèmes électriques doivent travailler avec un cadre solide qui tienne compte des interdépendances entre l'hydroélectricité, la disponibilité de l'eau et le changement climatique en Afrique subsaharienne. Différentes actions peuvent accroître la résilience des infrastructures hydroélectriques et garantir un approvisionnement électrique fiable et durable.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020



COMMUNIQUE



8 000 MILLIARDS DE FCFA (environ 13 milliards de dollars US) : un niveau jamais atteint par la BRVM.

Abidjan, le 12 septembre 2023 - La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a franchi la barre des 8 000 milliards de FCFA de capitalisation de son marché actions, à la clôture de sa séance de cotation du mardi 12 septembre 2023 en s'établissant à 8 002,22 milliards de FCFA, soit une progression de 5,85% depuis le début de l'année 2023.

Ce nouveau record vient consolider la phase haussière entamée par le marché depuis l'année 2021 et traduit la confiance des investisseurs en nos économies malgré la conjoncture internationale et régionale. Il traduit également la résilience de nos

entreprises. Plusieurs sociétés cotées ont en effet progressé dans les différents secteurs d'activité en affichant des rendements intéressants.

Avec ce nouveau cap, la capitalisation boursière globale de la BRVM s'établit à 18 184,20 milliards de FCFA soit environ 30 milliards de dollars US, représentant environ 16% du PIB de la zone UEMOA ; ce qui consolide sa place de 6^{ème} bourse africaine.

L'innovation, la diffusion d'informations financières de qualité ainsi que l'amélioration de la microstructure et de la surveillance du marché sont les facteurs clés des succès futurs.

Pour rappel, le cap des 7 500 milliards de FCFA a été franchi pour la première fois le 21 octobre 2015.

À PROPOS DE LA BRVM

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à 8 pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations). La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre de l'African Securities Exchanges Association (ASEA) et du World Federation of Exchanges (WFE). Elle est classée dans la catégorie des marchés frontières.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Togo / Entreprise

L'ANPGF outille des PME/PMI sur la gestion du risque fournisseur

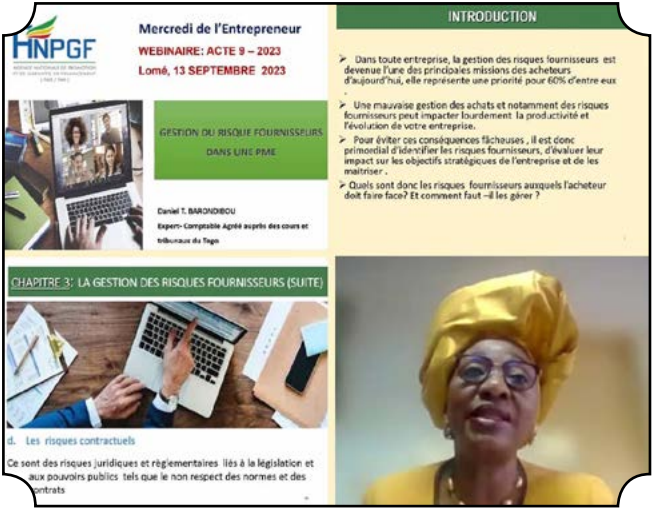
Le webinaire acte 9 de la série des Mercredi De l'Entrepreneur (MDE) de l'Agence Nationale de Promotion et de Garantie de Financement des PME/PMI (ANPGF) s'est déroulé ce 13 Septembre 2023 sur « La gestion des risques Fournisseurs dans une PME ». Dirigeants, cadres d'entreprises, promoteurs ou porteurs de projets et autres opérateurs économiques sont repartis sur une note de satisfaction totale.

● Plaki Simliwa

La formation a été ouverte par le directeur général de l'ANPGF, Naka Gnassingbé de Souza. Dans son discours d'ouverture, elle a souligné l'importance de la gestion des risques fournisseurs pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME). « La maîtrise du risque fournisseur est un enjeu crucial pour l'entrepreneur. Elle lui permet de poursuivre son activité, d'éviter les ruptures dans la chaîne d'approvisionnement, de préserver son image et de respecter ses propres engagements vis-à-vis de ses fournisseurs » a-t-elle déclarée. Naka Gnassingbé De Souza, a également invité les participants à consolider et à capitaliser le partage de connaissance qui sera à leur disposition. « Tout en vous félicitant pour votre participation je vous invite à capitaliser et à consolider les connaissances acquises au cours de cette séance pour en faire un meilleur usage au sein de vos entreprises et entités respectifs » a-t-elle ajoutée.

Renforcer les capacités des PME

Cette formation a été une présentation détaillée de Daniel Takounadi Barondibou, expert-comptable agréé auprès des Tribunaux et Cour d'appel du Togo. L'objectif principal de son intervention est de renforcer les capacités des dirigeants des PME en gestion des risques fournisseurs pour rentabiliser et stabiliser leur entreprise. C'est une occasion de former les participants à définir le risque fournisseur, comprendre l'importance de la gestion du risque fournisseur



de leur entreprise, identifier et à gérer le risque fournisseurs de leurs entreprises. Six catégories de risques fournisseurs ont été exposées par M. Barondibou à savoir : les risques techniques ou industriels, les risques contractuels et légaux, les risques règlementaires, les risques opérationnels, les risques stratégiques et les risques politico-économiques. L'expert a emmené les chefs d'entreprises à comprendre l'importance de la gestion du risque fournisseurs dans leur entreprise en affirmant que les risques fournisseurs peuvent impacter la productivité et l'évolution d'une entreprise et qu'il est donc crucial de savoir gérer et maîtriser les risques fournisseurs. Il a ajouté qu'un chef d'entreprise qui comprend les risques auxquels son entreprise est exposée est en mesure de mettre en place les actions pour réduire les conséquences de ces incidences. Pour faire face à ses risques, Daniel Takounadi Barondibou, expert-comptable a proposé une série de solutions en quatre grandes étapes. L'identification des risques fournisseurs, l'évaluation et la priorisation des risques fournisseurs, la mise en place d'un plan d'action, le suivi et le contrôle de la maîtrise des risques fournis-

seurs. La session interactive a permis aux participants de cerner la quintessence des risques et des solutions.

Faciliter le financement aux PME

L'Agence Nationale de Promotion et de Garantie de Financement (ANPGF) des PME/PMI a pour objectif de promouvoir et de faciliter l'accès des PME/PMI togolaises au financement bancaire. Elle est instituée par décret N° 2006- 065/ PR du 18 juillet 2006. L'ANPGF a pour mission de contribuer à la résolution des problèmes d'accès au financement des entreprises nationales ; fournir une assistance aux PME/PMI en matière de renforcement des capacités des promoteurs et des dirigeants ; rechercher et mobiliser des lignes de crédit au profit des PME/PMI ;contribuer d'une manière générale au renforcement de la compétitivité des PME/PMI, notamment par l'amélioration de la qualité des biens et services produits et la recherche de débouchés puis de contribuer, à travers des appuis financiers et non financiers à l'éradication du chômage, notamment celui des jeunes.

Protection de la côte

La BID accorde 128,17 millions d'euros au Togo

Le Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque islamique de développement (BID) a approuvé un financement de 128,17 millions d'euros au Togo pour une meilleure protection contre l'érosion côtière.

● Wilson Lawson

Lors de sa 352ème réunion tenue à Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite) le 09 septembre 2023, le Conseil des Directeurs exécutifs de la Banque islamique de développement a approuvé 800 millions de dollars pour financer des projets essentiels devant contribuer au développement de ses pays membres, améliorer les conditions de vie des populations, et assurer la réalisation des objectifs de développement durable. Dans son rapport au Conseil des Directeurs exécutifs, Dr Muhammad Al JASSER, le président de la BID, par ailleurs président du Conseil des Directeurs exécutifs, s'est dit optimiste que les projets approuvés dans des secteurs clés comme l'énergie, l'éducation, la santé et les transports, amélioreront les conditions socio-économiques des populations des pays membres de la BID en général et des communautés vulnérables en particulier. De plus, ils contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable. Il a annoncé l'intervention d'urgence de la banque, destinée à aider les personnes les plus vulnérables, victimes du conflit au Soudan. « Les contributions de la BID et du FSID (Fonds de solidarité islamique pour le développement), a-t-il in-



diqué, procéderont d'une intervention d'urgence multisectorielle et seront salvatrices pour environ 125 000 personnes victimes du conflit au Soudan ». A travers ces financements, la BID entend contribuer aux programmes de développement des pays membres et, partant, améliorer les conditions de vie des populations, conformément aux objectifs stratégiques et de l'engagement renouvelé et constant du Groupe de la BID à accompagner ses pays membres dans leur quête de prospérité et de résilience, surtout en ces temps difficiles. À cet effet, l'on peut citer notamment le financement de la BID de 182,26 millions d'euros à la Côte d'Ivoire et de 40,25 millions d'euros au Sénégal pour le développement des transports ; 40 millions de dollars et 48,05 millions d'euros à la Guinée pour deux projets d'amélioration des secteurs

de l'eau, de l'assainissement et de la santé ; 46,57 millions d'euros à la Mauritanie et 19,8 millions de dollars au Mozambique pour assurer l'éducation de qualité. Par ailleurs, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé un financement de 200 millions de dollars pour le Bahreïn et de 61,9 millions d'euros pour le Nigéria en vue de stimuler le transport d'électricité et l'innovation dans les secteurs de l'énergie et des technologies de l'information ; 128,17 millions d'euros au Togo pour une meilleure protection contre l'érosion côtière et 1,5 million de dollars au Soudan pour aider les populations les plus vulnérables, victimes du conflit. De même, la Banque islamique de développement et le Fonds de solidarité islamique pour le développement ont approuvé une contribution de 5,46 millions de dollars destinée à réduire l'insécurité alimentaire dans les pays membres fragilisés et en proie aux conflits, grâce au Programme d'accélération Tadamon. Selon Dr. Al JASSER, les projets approuvés par le Conseil des Directeurs exécutifs, notamment ceux visant la promotion de l'éducation et le développement de la santé, de l'énergie et des technologies de l'information, sont porteurs de transformation et contribueront fortement à la réalisation des objectifs de développement durable.





ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

DEMANDE DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(Services de conseil - Sélection d'un cabinet de conseil)

Sélection d'un consultant (firme) pour mener une étude de faisabilité pour l'établissement
d'un point d'échange Internet régional pour la région de l'Afrique de l'Ouest

Numéro de référence : ECW/PPDU/2023/QCBS/01

1. Introduction

Les articles 32 et 33 du traité révisé de la CEDEAO constituent la base de l'engagement de la région dans le domaine des technologies de l'information et de la communication pour atteindre ses idéaux d'intégration régionale. En particulier, l'article 33 invite les États membres à "développer, moderniser, coordonner et normaliser leurs réseaux nationaux de télécommunications afin d'assurer une interconnexion fiable entre les États membres, et à coordonner leurs efforts en vue de mobiliser des ressources financières nationales et internationales grâce à la participation du secteur privé à la fourniture de services de télécommunications/TIC". Guidés par cette vision, nous avons réalisé des investissements substantiels dans le secteur des télécommunications, en particulier dans la fourniture de services Internet à large bande. Actuellement, dix (10) systèmes de câbles sous-marins avec trente-trois (33) points d'atterrissage relient la CEDEAO au reste du monde. Le taux moyen de pénétration de l'internet dans la région est de 41%¹.

Les points d'échange Internet (IXP) constituent une infrastructure clé au sein de l'écosystème de fourniture de services Internet. Les IXP permettent aux réseaux locaux d'échanger efficacement des informations/données à l'intérieur d'un pays, en évitant d'acheminer le trafic Internet local à travers des territoires étrangers. Par conséquent, un IXP constitue un élément clé de l'infrastructure Internet qui peut rendre l'Internet plus abordable et de meilleure qualité pour les communautés locales. À l'exception de la Guinée-Bissau et de la Sierra Leone, tous les États membres de la CEDEAO ont établi avec succès leurs propres IXP.².

Au-delà des territoires nationaux, les points d'échange Internet régionaux sont importants, en particulier pour la région de la CEDEAO. Dans le but de soutenir le renforcement des IXP existants et l'émergence de nouveaux IXP en Afrique, l'Union africaine (UA) a mis en œuvre le projet AXIS (African Internet Exchange System). Outre le soutien à la mise en place d'un IXP national dans les pays qui n'en ont pas, le projet vise également à soutenir la mise en place d'au moins un RIXP dans chacune des communautés économiques régionales (CER) d'Afrique.

En outre, compte tenu de ses objectifs d'intégration régionale, la CEDEAO a lancé plusieurs initiatives d'économie numérique dont le succès dépend de l'efficacité de l'échange et du transfert de données entre les États membres. Parmi ces projets, on peut citer la mise en œuvre d'une itinérance mobile régionale abordable, l'opérationnalisation du réseau douanier régional pour le commerce de transit (projet ALISA) et l'opérationnalisation de la stratégie de la CEDEAO en matière de commerce électronique. La mise en place d'une infrastructure RIXP ou d'une interconnexion des IXP nationaux dans toute la région est donc importante pour la mise en œuvre réussie de ces initiatives et garantit un acheminement efficace du trafic Internet intrarégional.

¹ Source : Banque mondiale : Banque mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.USER.ZS>

² Source : <https://sigtel.ecowas.int/ict-statistics/core-household-indicators/>

Cette initiative stratégique reflète l'engagement de la CEDEAO à optimiser la connectivité numérique, à encourager la collaboration et à promouvoir notre vision d'une Afrique de l'Ouest technologiquement dynamique et interconnectée.

2. Objectif

A la lumière de ce qui précède, la Commission de la CEDEAO, à travers son Unité de Préparation et de Développement de Projet (PPDU), cherche à engager les services d'un cabinet de consultants pour entreprendre une étude de faisabilité pour l'établissement d'un Point d'Echange Internet Régional pour la région de l'Afrique de l'Ouest.

3. Étendue des services

Les services de conseil ("les services") comprennent, sans s'y limiter nécessairement, les tâches et responsabilités décrites ci-dessous :

- Examiner la mise en œuvre du projet AU-AXIS afin de déterminer l'état actuel de l'écosystème/du paysage IXP dans la région et commenter la contribution du projet à l'établissement d'un RIXP fonctionnel dans la région.
- Déterminer les exigences techniques et les spécifications de l'échange Internet, y compris l'équipement nécessaire, la capacité de la bande passante et l'infrastructure physique.
- Effectuer une analyse des IXP/RIXP/Centres de données existants dans la région afin d'identifier un candidat susceptible de se développer pour remplir les fonctions d'un RIXP ou justifier un nouveau projet.
- Identifier les éventuelles considérations juridiques, réglementaires ou politiques à prendre en compte lors de la mise en place et de l'exploitation du centre d'échange Internet.
- Proposer un modèle institutionnel pour la mise en œuvre et l'opérationnalisation d'une infrastructure internet à caractère régional.
- Examiner les coûts d'investissement et de fonctionnement pour la mise en place d'un RIXP, ainsi que les sources d'investissement et la durabilité du RIXP.

4. Éligibilité, Qualification et expérience du consultant

La Commission de la CEDEAO invite maintenant les firmes éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils ont les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les services.

La similarité des références sera analysée et évaluée sur la base des aspects suivants :

- La valeur et l'ampleur du contrat exécuté
- La nature du service : Études techniques dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information, développement ou évaluation de la politique des technologies de l'information à l'échelle nationale, etc.
- Domaine et expertise technique : Ecosystème IXP, IXP. RIXPS, centres de données, industrie du haut débit/ISP
- Contexte géographique : Région de la CEDEAO ou environnement similaire.

Les bureaux d'études intéressés peuvent se présenter sous la forme d'un consortium ou d'un partenariat afin de garantir et/ou de renforcer leurs capacités consolidées d'exécution de la mission.

L'attention des consultants individuels intéressés est particulièrement attirée sur l'article 118 du Code des marchés publics révisé de la CEDEAO ("Infractions commises par les candidats, les soumissionnaires et les adjudicataires"),

qui fournit des informations sur les pratiques corrompues ou frauduleuses dans le cadre de la concurrence ou de l'exécution d'un contrat. En outre, veuillez-vous référer aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission, conformément à l'article 119 du Code des marchés publics révisé de la CEDEAO.

Le cabinet de conseil doit présenter les qualifications minimales ci-dessous :

Expérience

- Le cabinet doit avoir une expérience générale dans la réalisation d'études dans le secteur du haut débit/ISP au cours des 10 dernières années (2013 - 2023).
- L'entreprise doit également démontrer qu'elle a exécuté au moins deux (2) missions similaires liées à la mise en place d'une infrastructure à large bande/internet au niveau national ou régional au cours des dix (10) dernières années (2013 - 2023).
- L'expérience d'une mission similaire dans la région de la CEDEAO est un avantage.
- Le cabinet de conseil doit disposer d'une équipe pluridisciplinaire expérimentée comprenant au moins les éléments suivants :
 - o Chef d'équipe/expert en gestion de projet - supervise l'ensemble de l'étude de faisabilité.
 - o Un (1) expert en télécommunications/TIC/développement numérique.
 - o Un (1) expert juridique/réglementaire.
- Le chef d'équipe doit être titulaire d'un master en gestion/ MBA, ingénierie, télécommunications/informatique ou dans des disciplines liées à la mission et posséder au moins 10 ans d'expérience professionnelle, les autres membres de l'équipe doivent avoir au moins 8 ans d'expérience professionnelle dans leurs disciplines respectives.

Langue

- Le consultant doit démontrer sa capacité à travailler dans l'une des trois langues officielles de la CEDEAO (anglais, français et portugais).

5. Durée de la mission

La durée du contrat est de 4,5 mois calendaires.

6-Méthode de sélection

Les Consultants seront sélectionnés conformément à la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (QCBS) définie dans le Code des marchés publics de la CEDEAO et une liste restreinte de six à huit (6-8) firmes les mieux qualifiées, sera établie et invitée à soumettre une proposition technique et financière.

7- Demande d'informations complémentaires

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux adresses électroniques ci-dessous pendant les heures de service, au plus tard une (1) semaine avant la date limite de soumission : du lundi au vendredi de 9h00 GMT+1 à 17h00 GMT+1, avec pour objet "EOI - RIXP Clarification".

Courriel : ikkamara@ecowas.int; procurement@ecowas.int ; avec copie à : mamoa@ecowas.int , oshokunbi@ecowas.int , kfye@ecowas.int , gdikko@ecowas.int , ctienon@araa.org

8-Soumission des dossiers de candidatures

La soumission des manifestations d'intérêt se fera par courrier électronique. Les soumissionnaires doivent soumettre des manifestations d'intérêt protégées par un mot de passe et clairement intitulées dans ce format "Manifestation d'intérêt - RIXP - (nom de l'entreprise) ", aux adresses ci-dessous au plus tard **le 13 Octobre 2023 à 16h00 Heure locale Nigeria (GMT + 1)**.

Courriel : ikkamara@ecowas.int; procurement@ecowas.int ; avec copie à : mamoa@ecowas.int , oshokunbi@ecowas.int , kfye@ecowas.int , gdikko@ecowas.int , ctienon@araa.org

Le mot de passe sera envoyé aux mêmes adresses (ci-dessus) 15 minutes avant la date et l'heure d'ouverture et d'évaluation des manifestations d'intérêt reçues.

les manifestations d'intérêts doivent comprendre :

- Une Lettre de manifestation d'intérêt ;
- Si le Candidat est constitué en groupement : une copie de l'accord de groupement ou d'une lettre d'intention de constituer un groupement ;
- Une brochure de présentation de la firme ou du Groupement ;
- les références de la firme ; chaque référence fournie doit être résumée sur une fiche de référence (Désignation et description de la mission, lieu de réalisation (pays, ville), Durée de la mission, nom et point de contact du client, date de début, date de fin, description des prestations rendues par le consultant, liste du personnel clé de la firme ayant participé à la mission).

9 -Site web de publication

Cette avis à manifestation d'intérêt est également publié sur le site web de la CEDEAO <http://www.ecowas.int/doing-business-inecowas/ecowas-procurement> et sur le site web du PPDU de la CEDEAO www.p pdu.org.

Commissaire, Services internes

Prof. Nazifi Abdullahi Darma

Commerce**Les marchandises à destination du Nigeria dédouanées à Cotonou**

Les importateurs nigériens qui souhaitent importer leurs marchandises via le port de Cotonou seront bientôt libres de le faire légalement.

La décision de créer un point de dédouanement pour les marchandises à destination du Nigeria a été l'un des points forts de la visite de travail de deux jours du Directeur général des douanes du Bénin, Alain Hinkati, selon des médias citant le contrôleur général du service des douanes du Nigeria, NCS, Adewale Adeniyi, les marchandises à destination du Nigeria seront évaluées et les droits appropriés payés au Bénin et crédités au gouvernement nigérien par l'intermédiaire du NCS. Adeniyi a décrit ce cadre comme un grand progrès dans les efforts d'intégration sous-régionale et de facilitation du commerce de son équipe des douanes, en collaboration avec leurs homologues de la République voisine du Bénin. Il a ajouté qu'il avait « considérablement réduit les barrières autour des corridors commerciaux, car le nombre de points de contrôle a été considérablement réduit », en collaboration avec les autorités policières, avec l'engagement de les réduire au minimum possible. Le



patron des douanes a déclaré : « Le NCS est dans les dernières étapes de l'alignement de son système informatique sur celui du Corps fédéral de la sécurité routière, FRSC, afin de freiner la contrebande de véhicules dans le pays. » Il a déclaré que son administration était en train d'harmoniser la liste des articles interdits avec celle de la République du Bénin pour faire progresser la fonction de sécurité de l'agence. Concernant les efforts de son administration pour gagner la confiance des communautés frontalières, Adeniyi a déclaré que son équipe ferait des communautés sa priorité en termes de responsabilité sociale des

entreprises, ou RSE. Dans son discours, le directeur général des douanes de la République du Bénin, Alain Hinkati, a appelé les autorités nigériennes à ouvrir la frontière avec son pays. Il a noté que la fermeture de la frontière nuisait à la facilitation des échanges entre les deux pays, ainsi qu'au commerce sous-régional.

Le DG a déclaré que la visite de travail de deux jours était un moment de discussion franche pour approfondir les discussions tenues plus tôt dans son pays sur la nécessité de prendre des mesures pratiques pour actualiser les objectifs.

Résilience au climat**L'Afrique appelle à des services climatologiques personnalisés**

En renforçant l'ensemble de la chaîne de valeur des services climatologiques, le programme améliore la précision et l'accessibilité des informations météorologiques et climatiques en temps opportun pour la prise de décision, l'adaptation et l'atténuation des risques à tous les niveaux.

Le 3ème Forum de l'OEACP et du 1er Forum ClimSA de l'Union africaine réunira plus de trois cents délégués des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ainsi que des partenaires du programme Intra-ACP Climate Services and Related Applications (ClimSA). Les délégués élaboreront des solutions aux défis auxquels sont confrontés les fournisseurs et les utilisateurs de services climatologiques en Afrique dans leur lutte contre le changement climatique. Organisée dans le cadre du programme ClimSA, cette plateforme multipartite vise à renforcer la collaboration efficace entre les producteurs et les utilisateurs de services climatologiques grâce à l'engagement des parties prenantes. Le forum se tiendra aux Seychelles du 11 au 13 septembre 2023 sous le thème « Relier les ponts pour les services climatologiques : faire progresser le dialogue avec les parties prenantes pour renforcer la résilience régionale dans les pays vulnérables ». Harsen Nyambe Nyambe, directeur de l'environnement durable et de l'économie bleue à la Commission de l'Union africaine, a souligné l'importance du dialogue entre les producteurs et les utilisateurs d'informations climatologiques.



« Pour que l'Afrique puisse construire des économies et des communautés résilientes au climat, il est impératif que les pays renforcent leurs capacités à générer et à fournir des services d'information climatique fiables, opportuns et adaptés. Cet objectif ne peut être atteint que si les producteurs et les utilisateurs de services d'information climatique engagent un dialogue efficace. Le 1er Forum africain ClimSA offre une plate-forme unique pour cet engagement », a déclaré le Directeur Nyambe. Le programme ClimSA financé par l'Union européenne est notamment mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de coordination intra-ACP – 11e Fonds européen de développement. À la Commission de l'Union africaine, le Programme soutient la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) en Afrique. L'objectif ultime du Pro-

gramme est de favoriser le développement durable sur le continent. En renforçant l'ensemble de la chaîne de valeur des services climatologiques, le programme améliore la précision et l'accessibilité des informations météorologiques et climatiques en temps opportun pour la prise de décision, l'adaptation et l'atténuation des risques à tous les niveaux. Il contribue également aux efforts visant à atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 pour l'Afrique ainsi que les objectifs et cibles d'autres cadres de développement mondiaux, notamment les objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris sur les changements climatiques et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, entre autres. L'objectif ultime du Programme est de favoriser le développement durable sur le continent.

Avec APO Group

Marchés**Le groupe Hantec sponsorise des événements de traders**

Hantec, le leader pionnier dans le monde du trading, élargit sa présence mondiale en participant activement à des événements de trading importants dans le monde entier. Opérant par le biais de trois marques distinctes – Hantec Financial, Hantec Markets et Gaitame Finest – la participation de l'entreprise à ces événements est destinée à créer des liens essentiels entre les traders, les investisseurs et les autres professionnels de l'industrie en présentant les principaux produits et services de l'entreprise.

● **Nicole Esso**

Depuis plusieurs années, le groupe financier de Hantec participe à différents événements et expositions de trading, en particulier dans les secteurs du commerce et de l'investissement. En mettant l'accent sur des événements prestigieux tels que l'IFX expo, la Traders Fair, et la Forex Expo, le groupe vise à capitaliser sur les marchés commerciaux en croissance rapide au Vietnam, en Thaïlande, à Dubaï et en Afrique, offrant aux courtiers un partenaire de confiance grâce à un courtage sur le forex réglementé et fiable. Ces événements offrent au groupe une occasion unique de se mettre en relation avec les pairs de l'industrie du trading, les prospects et les partenaires potentiels. L'équipe dévouée de Hantec établit également activement des liens solides au sein de la communauté des traders pouvant déboucher



sur des collaborations et à des partenariats qui profitent à toutes les parties concernées. L'équipe professionnelle de la société possède une expertise dans différents aspects, notamment la banque, les valeurs mobilières, les marchés des capitaux, le trading de lingots, les contrats à terme sur matières premières et la gestion de patrimoine, grâce à un logiciel d'analyse avancé pour offrir des services financiers de qualité aux entreprises et aux particuliers. Hantec Financial, l'une des marques phares du groupe Hantec s'apprête à participer à la prochaine exposition Traders Fair en Afrique du Sud le 16 septembre 2023, en tant que sponsor d'argent. Il

s'agit d'une excellente occasion de se mettre en relation avec Hantec et d'explorer davantage le programme de partenariat d'IB de Hantec. Le groupe Hantec est une entreprise globale avec une présence mondiale dans 40 institutions réparties dans 19 villes. Hantec est un nom renommé dans l'industrie du trading, avec plus de 30 ans d'expérience dans la fourniture d'outils, de ressources et d'informations de pointe aux traders. Avec une présence globale dans plusieurs villes du monde et 12 licences réglementaires, la marque est engagée dans sa mission de maintenir les traders en tête dans le monde dynamique du trading.

Paiements en devises**Les transporteurs aériens africains misent sur les banques centrales**

L'AFRAA recherche des solutions pour les paiements en devises retardés de ses compagnies membres. A la fin du 1er trimestre de 2023, 339,1 millions \$ restaient non débloqués dans 15 pays. La gestion aérienne fragmentée et les taxes élevées compliquent la situation.

L'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA) envisage de rencontrer les banques centrales des pays où atterrissent ses compagnies membres. L'objectif est de résoudre de manière définitive la question des paiements en devises, qui sont constamment libérés avec retard. À la fin du premier trimestre 2023, six compagnies aériennes africaines réclamaient un total de 339,1 millions \$ de paiements en devises non libérés dans 15 pays, dont 13 en Afrique, selon un communiqué consulté par l'Agence Ecofin. Le blocage des paiements en devise des compagnies aériennes africaines, bien qu'en recul, persiste, tandis qu'elles peinent à retrouver le niveau de chiffre d'affaires qu'elles



réalisaient avant la crise de Covid-19. Dans un contexte de hausse constante du prix du Jet A1 (carburant des avions), le produit a connu une hausse de 22\$ pour atteindre 126,37\$/bbl à la fin du mois d'août. C'est une charge conséquente pour des compagnies aériennes qui génèrent leur chiffre d'affaires en monnaies locales, mais doivent assumer cette dépense en dollars américains. De plus, la valeur de cette monnaie s'apprécie face à de nombreuses devises africaines. La fermeture des frontières du-

rant la Covid-19, la montée en puissance du dollar américain, l'augmentation des prix du carburant... sont autant de facteurs qui alourdissent le bilan financier des compagnies aériennes africaines. Nombre d'entre elles doivent encore rembourser des emprunts contractés en dollars pour acquérir des avions. L'Afrique a du mal à adopter une stratégie commune de gestion de son ciel. Les pays, individuellement, continuent d'appliquer des taxes d'aéroport élevées, ce qui limite la croissance du nombre de passagers transportés. Dans un tel contexte, chaque dollar retenu représente un défi majeur en matière de trésorerie pour les entreprises du secteur.

Avec Agence Ecofin

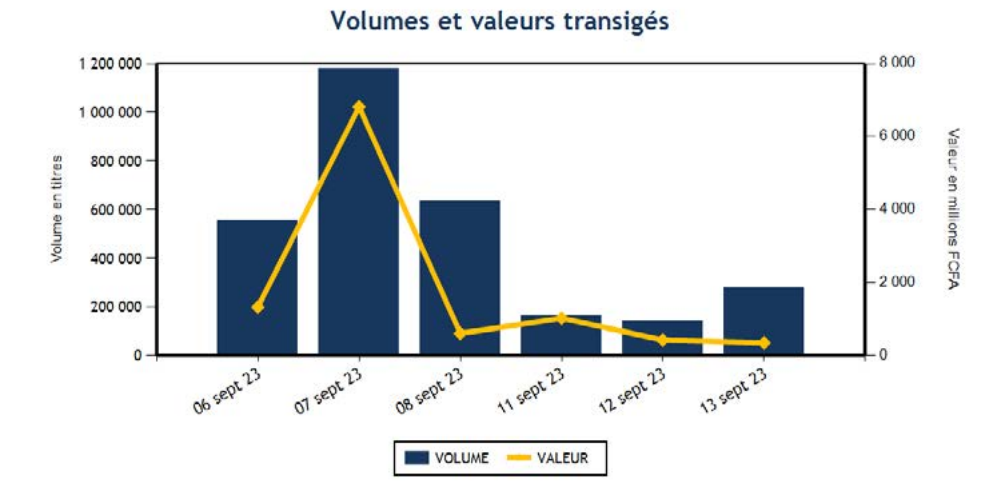
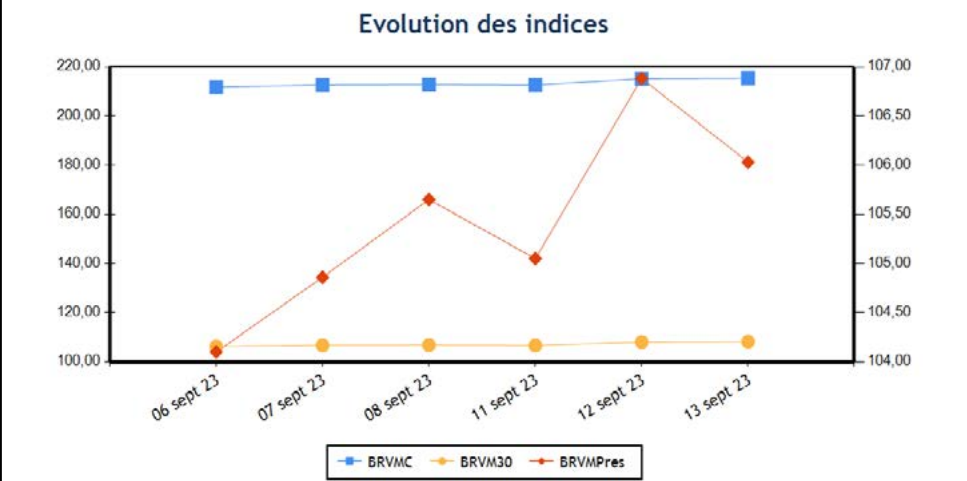
BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 13 septembre 2023

N° 174

BRVM COMPOSITE 215,35 Variation Jour 0,12 % Variation annuelle 5,97 %	BRVM 30 108,23 Variation Jour 0,17 % Variation annuelle 8,23 %	BRVM PRESTIGE 106,03 Variation Jour -0,80 % Variation annuelle 6,03 %
--	---	--



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 011 692 586 848	0,12 %
Volume échangé (Actions & Droits)	274 640	97,74 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	313 355 064	-22,88 %
Nombre de titres transigés	44	7,32 %
Nombre de titres en hausse	13	-38,10 %
Nombre de titres en baisse	17	54,55 %
Nombre de titres inchangés	14	55,56 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 310	7,19 %	21,90 %
UNIWAX CI (UNXC)	820	6,49 %	6,49 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	670	6,35 %	-16,25 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 850	5,56 %	-27,39 %
SAPH CI (SPHC)	3 245	3,02 %	-35,04 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 178 288 233 708	-0,04 %
Volume échangé	4 083	64,37 %
Valeur transigée (FCFA)	39 376 042	62,48 %
Nombre de titres transigés	13	30,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	5	150,00 %
Nombre de titres inchangés	7	-12,50 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	17 000	-5,40 %	46,49 %
SITAB CI (STBC)	5 995	-4,84 %	-12,48 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 425	-2,50 %	23,56 %
SAFCA CI (SAFC)	560	-1,75 %	-36,36 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 300	-1,05 %	3,29 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,03	-0,80 %	6,03 %	228 544	139 383 814	6,53
BRVM-PRINCIPAL	36	104,96	0,58 %	4,96 %	46 096	173 971 250	13,67

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,35	-0,42 %	-0,83 %	11 390	23 157 610	31,60
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	518,52	0,71 %	5,99 %	14 023	74 801 180	8,96
BRVM - FINANCES	15	85,67	-0,70 %	13,46 %	201 218	94 605 364	6,66
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	0,00 %	5,94 %	3 932	5 723 420	8,02
BRVM - AGRICULTURE	5	194,88	0,57 %	-31,27 %	7 699	33 322 715	10,32
BRVM - DISTRIBUTION	7	392,75	0,93 %	9,54 %	36 367	81 733 715	13,60
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 307,91	-0,93 %	11,58 %	11	11 060	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,52
Taux de rendement moyen du marché	8,01
Taux de rentabilité moyen du marché	9,27
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	127
Volume moyen annuel par séance	499 759,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 081 515 876,23

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,45
Ratio moyen de satisfaction	26,98
Ratio moyen de tendance	258,07
Ratio moyen de couverture	38,75
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	3,61
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Nucléaire

La production d'EDF repart fortement

La production du parc nucléaire EDF a augmenté de 7,9% sur les huit premiers mois de l'année par rapport à 2022, grâce à « l'optimisation et la maîtrise des chantiers » pour régler le problème de la corrosion sous contrainte. De quoi aborder l'hiver avec confiance.

De bonne augure pour l'hiver. La production nucléaire du parc d'EDF repart à un bon rythme. Depuis le début de l'année, selon un message publié sur le site Internet de l'énergéticien, elle a atteint 206,1 TWh fin août, en hausse de 15,1 TWh par rapport à l'an dernier sur la même période (+7,9%). Sur le mois d'août, la production nucléaire mensuelle a progressé de 32% passant de 18,1 TWh en 2022 à 23,9 TWh en 2023. Depuis le mois de mai, la production mensuelle d'EDF dépasse désormais celle de 2022. Selon le groupe, cette amélioration s'explique par « l'optimisation et la maîtrise des chantiers de la corrosion sous contrainte ». La production hydraulique, durement touchée en 2022 par les sécheresses et les canicules, a également retrouvé des couleurs : +32,4% en août sur un an et +5,4% pour la production cumulée à fin août.

Une grave crise industrielle en 2022 avec le phénomène de corrosion

Découvert fin 2021, le phénomène de corrosion affectant des conduites d'urgence cruciales pour le refroidissement des centrales avait plongé le groupe dans une grave crise industrielle durant l'année 2022, en pleine crise énergétique mondiale et sur fond de risques de pénuries de courant et de gaz l'hiver dernier.

Royaume-Uni

La déroute des enseignes Wilko provoque un tsunami social

Sans repreneur, les magasins de l'enseigne en banqueroute Wilko vont définitivement fermer, entraînant une saignée de 12.500 licenciements. Le syndicat GMB parle d'« effondrement ».

Une catastrophe sociale se profile au Royaume-Uni. Tous les magasins de l'enseigne en banqueroute Wilko vont définitivement fermer, provoquant plus de 10.000 licenciements. Un « effondrement » pour le syndicat GMB. Le cabinet de conseil PwC, qui administre la faillite, a confirmé lundi 9.100 licenciements supplémentaires, s'ajoutant à déjà plus de 1.600 suppressions d'emplois déjà annoncées au cours des dernières semaines. Sans compter les départs d'employés qui ont décidé de quitter l'entreprise sans attendre.

Le syndicat GMB pointe l'« incompétence »



La production nucléaire était tombée à son plus bas niveau depuis 30 ans, soit 279 TWh. Sous pression du gouvernement, EDF a fait alors du redressement de sa production nucléaire sa priorité. Il compte produire 300 à 330 TWh en 2023 et vise 335 à 365 TWh en 2025. Le PDG de l'entreprise renationalisée Luc Rémont a également fixé le cap d'une production de 400 TWh en 2030. Le gouvernement d'ailleurs a fait savoir qu'il retiendrait cet objectif de 400 TWh pour notamment « juger la performance opérationnelle des dirigeants de la maison EDF », selon des propos tenus par la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher en juillet.

De quoi aborder l'hiver avec « confiance »

Fin août, cette même ministre soulignait lors des Universités du Medef que la France, en particulier grâce à la montée en puissance du nucléaire, abordait l'hiver à venir « plus en sécurité » que l'an dernier pour son approvisionnement en énergies. « Nous sommes beaucoup plus en sécurité sur le plan de la production nucléaire

que l'année dernière, et puis la consommation de gaz et d'électricité a baissé de 12% entre le 1er août 2022 et le 31 juillet 2023, ce qui est énorme, avec une part d'effet prix et une part de mobilisation des acteurs », a souligné la ministre de la Transition écologique lors d'un débat organisé par le Medef. Chez EDF, « nous abordons l'hiver avec beaucoup plus de confiance que l'hiver précédent », a dit à ses côtés Luc Rémont. « Car nous avons pris le contrôle du problème industriel auquel nous avons fait face » depuis la fin 2021, des phénomènes de corrosion décelés sur plusieurs réacteurs et aujourd'hui « traités à échelle industrielle ». Donc « nous abordons cet hiver avec sérénité. Cela ne veut pas dire qu'il faut arrêter la vigilance et les efforts de sobriété pour des raisons fondamentales ». Le patron d'EDF ajoutait alors : « sur les prix, nous restons dans une économie de guerre. L'effet de l'économie de guerre ne va pas totalement disparaître en 2024, mais elle a commencé à atterrir ». Par ailleurs, si la production du parc nucléaire a repris des couleurs, c'est aussi le cas pour EDF.

(Avec AFP)

tence »

Au total, la quasi-totalité des 12.500 emplois que comptait l'enseigne avant sa faillite vont donc disparaître. PwC précise dans un communiqué avoir « exploré toutes les possibilités de sauver l'entreprise » mais que « tous les magasins Wilko, les deux centres de distribution, et la majeure partie des activités au centre d'aide à la clientèle », vont fermer. L'investisseur Doug Putman, propriétaire des magasins de musique HMV, a annoncé qu'il jetait l'éponge dans sa tentative de reprise de plusieurs centaines de magasins Wilko. Le syndicat GMB a fustigé « l'incompétence qui a mené à cet effondrement ».

L'enseigne affichait avant sa faillite quelque 400 sites. Un concurrent de Wilko, B&M, a repris jusqu'à 51 magasins, sans toutefois préciser combien d'employés garderont leur poste. Une source proche du dossier a toutefois confirmé à l'AFP lundi des informations de la presse britannique selon lesquelles PwC discutait avec les chaînes de distribution Poundland ou encore Home Bargains sur une éventuelle reprise partielle de magasins de Wilko. Mais cela ne concernerait au mieux qu'une part minime d'emplois restants et sur des actifs tels que la marque ou la propriété intellectuelle.

Avec latribune.fr

Environnement

Stockholm va supprimer la taxe sur les sacs plastique en 2024

Le gouvernement suédois est convaincu que ses concitoyens utilisent les sacs en plastique « à bon escient dans leur vie quotidienne ». Il suscite de l'inquiétude sur sa politique environnementale.

Alors que, dans un premier temps, il avait annoncé vouloir réduire drastiquement la taxe sur les sacs en plastique, le gouvernement suédois de droite, soutenu par le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède, a décidé de la supprimer à compter de novembre 2024. Il suscite ainsi de l'inquiétude quant à sa politique environnementale. « Nous sommes convaincus que les Suédois utilisent les sacs en plastique à bon escient dans leur vie quotidienne et qu'il n'y a pas de raison qu'ils soient plus chers », a déclaré la ministre du Climat et de l'Environnement, Romina Pourmokhtari, à la télévision publique suédoise SVT.

Dix-sept sacs par personne en 2022

Cette taxe de trois couronnes (près de 25 centimes) par sac de caisse avait été introduite en 2020, pour atteindre l'objectif de consommation de l'Union européenne pour les sacs plastique. En 2022, les Suédois achetaient 17 sacs plastique par personne et par an, contre 74 en 2019, l'année précédant l'introduction de la taxe, selon l'Agence de protection de l'environnement (EPA). Cette décision intervient une semaine après que le gouvernement, au pouvoir depuis 2022, a annoncé sa volonté de réduire les taxes sur l'essence et le diesel, sous les critiques des partis de l'opposition. « La taxe est considérée comme ayant certains effets négatifs, tels que les coûts administratifs, et peut également conduire à une augmentation de la consommation d'alternatives », estime l'Exécutif suédois. Parmi ces

alternatives, figurent les sacs en papier ou l'achat de sacs-poubelles.

Hausse des déchets dans la nature ?

L'EPA et l'Agence suédoise pour la gestion de l'eau et du milieu marin ont mis en garde contre une telle mesure, estimant qu'elle allait entraîner une hausse des déchets plastique dans la nature. Cette mesure « comporte le risque que l'objectif de l'UE ne soit pas atteint », mettait en garde l'EPA dans son étude d'impact, l'an dernier. Le gouvernement assure qu'il va continuer « de suivre de près » l'évolution de la consommation des sacs plastique.

(AFP)

Voiture électrique

Les projets d'usines se multiplient au Royaume-Uni

Le constructeur automobile allemand BMW a annoncé vouloir investir 600 millions de livres (700 millions d'euros) sterling pour électrifier son usine Mini située à Oxford, au Royaume-Uni. Une victoire pour le pays qui entend relancer son secteur automobile. D'autant que d'autres constructeurs et producteurs de batteries électriques ont cédé aux sirènes britanniques, séduits par un gouvernement qui n'hésite pas à mettre la main à la poche.

Le Royaume-Uni a le vent en poupe. Ces derniers mois, les annonces de constructeurs automobiles désireux d'investir sur le sol britannique se sont multipliées. Dernière en date : BMW. Samedi dernier, le gouvernement a annoncé que le groupe allemand allait investir plusieurs centaines de millions de livres pour électrifier son usine Mini d'Oxford, au centre-sud du pays. Si des modèles électriques de Mini seront aussi produits en Allemagne et en Chine, BMW a assuré qu'Oxford resterait le cœur de la marque, où l'usine Mini a célébré cette année son 110e anniversaire. La Mini Electric est produite à Oxford depuis 2019 et la production de deux nouveaux modèles électrifiés - la Mini Cooper 3 portes et la Mini Aceman - débutera au Royaume-Uni en 2026, a précisé BMW dans son communiqué.

Un soutien financier de la part du gouvernement britannique

L'Etat mettra, lui aussi, la main à la poche. Cet investissement est, en effet, « soutenu par le gouvernement britannique et contribuera à garantir des emplois dans l'usine de fabrication d'Oxford » mais aussi « dans l'usine de presse de carrosserie de Swindon », à 100 km à l'ouest



de Londres, a précisé BMW ce lundi. Le gouvernement n'a toutefois pas confirmé le montant de la subvention accordée à BMW. Les médias britanniques la chiffrent à 75 millions de livres (plus de 87 millions d'euros). Un soutien financier qui « a clairement contribué » à convaincre BMW d'investir les 600 millions de livres, estime Susannah Streeter, analyste de Hargreaves Lansdown et qui illustre la volonté de l'exécutif britannique qui oeuvre depuis plusieurs mois à relancer les efforts pour relancer le secteur de l'industrie automobile. Le ministère des Entreprises et du Commerce s'est ainsi félicité, ce lundi, de ce qu'il considère comme un « vote de confiance » dans la stratégie du gouvernement. « Nous avons dit très clairement que nous avions un plan pour le secteur automobile. Et ce plan produit des résultats », a également fait valoir la ministre britannique du Commerce, Kemi Badenoch, sur Sky News ce

même jour.

De nouvelles usines de batteries électriques

En effet, l'annonce de l'investissement de Stellantis atténue les inquiétudes « quant au manque d'infrastructures au Royaume-Uni, en particulier d'usines de fabrication de batteries », confirme Susannah Streeter. D'autant qu'en juillet, le groupe indien Tata, propriétaire de Jaguar Land Rover, a annoncé un investissement de 4 milliards de livres sterling (4,6 milliards d'euros) dans une usine de batteries électriques au Royaume-Uni, préférant ce pays à l'Espagne. Un projet remporté après neuf mois de négociations et qui devrait générer « jusqu'à 4.000 nouveaux emplois directs et des milliers en plus dans la chaîne d'approvisionnement élargie », précisait un communiqué du ministère des Entreprises le 19 juillet dernier.

(Avec AFP)

Malgré un nombre record de personnes confrontées à la faim, le financement de l'aide baisse

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a lancé, mardi, un avertissement sévère pour la sécurité alimentaire mondiale, estimant que chaque réduction de 1% de l'aide alimentaire risque de pousser plus de 400.000 personnes au bord de la famine.

Les experts de l'agence onusienne basée à Rome craignent qu'une « boucle fatale » humanitaire ne soit en train de s'enclencher, le PAM étant contraint de ne sauver que les affamés, au détriment de ceux qui ont faim. Le PAM est ainsi contraint de réduire considérablement les rations dans la plupart de ses opérations en raison de l'effondrement du financement international de l'aide humanitaire. Les experts de l'agence estiment qu'en conséquence, 24 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver en situation de famine au cours des 12 prochains mois, soit une augmentation de 50% par rapport à la situation actuelle. « Le nombre de personnes confrontées à la famine dans le monde ayant atteint un niveau record, nous devons augmenter l'aide vitale, et non la réduire

», a déclaré dans un communiqué, Cindy McCain, Directrice exécutive du PAM. Le PAM s'efforce de répondre aux besoins mondiaux en matière d'aide alimentaire tout en faisant face à un déficit de financement de plus de 60% cette année - le plus important jamais enregistré en 60 ans d'histoire du PAM. Pour la première fois, il a vu ses contributions diminuer alors que les besoins ne cessent d'augmenter.

Des baisses massives

« Si nous ne recevons pas le soutien dont nous avons besoin pour éviter une nouvelle catastrophe, le monde connaîtra sans aucun doute davantage de conflits, de troubles et de famine. Soit nous attisons les flammes de l'instabilité mondiale, soit nous agissons rapidement pour éteindre l'incendie », a ajouté Mme McCain. Parmi ces quelques opérations qui ont déjà fait

l'objet de réductions importantes de l'aide alimentaire, il y a le cas de l'Afghanistan. Le PAM a été contraint en mai dernier de réduire de 66% (8 millions de personnes) sa charge de travail. Dans d'autres pays comme la Syrie, la Somalie et Haïti, d'importantes baisses ont été opérées en juillet dernier. En Syrie par exemple, l'aide a été réduite de 45% (2,5 millions de personnes), en Haïti, la baisse a été de 25% (100.000 personnes). Dans le même temps, le PAM a ramené la charge de travail à 2,4 millions de personnes en Somalie. Il s'agit d'une réduction de 49% par rapport aux 4,7 millions de personnes assistées au plus fort de la réponse à la famine, fin 2022. Des réductions massives ont déjà été mises en œuvre dans près de la moitié des opérations du PAM, y compris des réductions significatives dans d'autres points chauds tels que l'Afghanistan, le Bangladesh, la République démocratique du Congo, la Jordanie, la Palestine, ou le Soudan du



Sud. Ces diverses baisses interviennent alors qu'actuellement, 345 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans le monde, dont 40 millions à des niveaux d'urgence de la faim.

Effet d'entraînement de ces baisses

Ces personnes sont contraintes de prendre des mesures désespérées pour survivre et risquent de mourir de malnutrition. « L'aide alimentaire du PAM est une bouée de sauvetage vitale,

souvent la seule chose qui les sépare de la famine », a pourtant insisté l'agence onusienne. Plus globalement, l'effet d'entraînement de ces réductions de l'aide vitale fera monter en flèche les niveaux d'urgence de la faim. « Il n'y a qu'une seule façon de s'en sortir », a fait valoir la cheffe du PAM. « Nous devons financer les opérations d'urgence pour nourrir les affamés aujourd'hui tout en investissant dans des solutions à long terme qui s'attaquent aux causes profondes de la faim. Notre objectif com-

mun doit être de mettre fin au cycle vicieux, insoutenable et coûteux de la crise et de la réponse ». L'analyse révèle l'effet global des réductions des opérations d'assistance du PAM au niveau mondial. La relation entre les réductions et l'insécurité alimentaire n'est pas linéaire, une réduction de 10 à 11% de l'aide ayant un impact plus faible que celui d'une réduction de 45 à 46%, par exemple.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Côté finances, faites attention ! Tout ira bien si votre situation est saine et équilibrée. Mais ceux d'entre vous qui ont accumulé des dettes ou des emprunts pourront avoir momentanément du mal à s'en sortir. Négociez avec votre banquier et vos créanciers, jonglez, mais, surtout, intervenez. Vous éviterez ainsi les problèmes graves. Alors que si vous laissez la situation pourrir, il sera plus difficile encore de la redresser.

Taureau Sous l'influence de Jupiter, qui formera des aspects positifs, vous serez en mesure de prendre d'excellentes décisions concernant la gestion de vos finances. Vous saurez faire fructifier habilement vos ressources personnelles. Contrôlez bien votre budget.

Gémeaux Vous aurez un peu trop tendance à compter sur votre bonne étoile au lieu de gérer vos finances avec rigueur. Attention, des problèmes pénibles vous attendent si vous ne faites pas les efforts nécessaires.

Cancer En matière financière, le moment semble venu de faire régner un ordre rigoureux dans toutes vos affaires. Une fois en passant, ou pour des objectifs bien précis, vous pourrez vous offrir une petite folie et, si le cœur vous en dit, accorder aide et assistance matérielle à ceux de vos proches qui en ont besoin. Un jour ou l'autre, et plus vite que vous ne le pensez, vous rentrerez très largement dans vos frais.

Lion L'influence de Mercure sera à double tranchant. Vous aurez du flair pour dénicher les bonnes affaires mais vous aurez un peu trop tendance à accorder légèrement votre confiance. Si vous tombez sur des gens sans scrupule, ils en abuseront sans vergogne.

Vierge Bon équilibre financier, en principe. Les impacts planétaires de la journée devraient vous permettre d'améliorer légèrement vos revenus ou, tout au moins, de mieux organiser votre budget, ce qui vous permettra d'éviter certaines dépenses inutiles.

Balance Jupiter, planète favorisant la richesse, jouera un rôle protecteur en matière financière. La majorité d'entre vous n'auront aucun mal à gérer leur budget. Reste qu'il faudra vous méfier de Mars. Cette planète pourra vous rendre un peu trop dépensier. Vous pourriez momentanément être d'humeur à céder à des caprices plutôt onéreux.

Scorpion Vous aurez de la chance dans les finances. Ce sera le moment d'investir ou de jouer gros. En revanche, ne dépensez pas trop pour votre plaisir ou pour l'amour.

Sagittaire Sous l'influence d'Uranus, certains de vos projets financiers pourront être remis en question. Pour la plupart d'entre vous, il s'agira simplement de modifications mineures à apporter à un projet concernant un achat, un placement ou un investissement. Mais quelques natifs du signe pourront être dans l'obligation de tout revoir au dernier moment, alors qu'ils pensaient avoir enfin bouclé une opération financière importante. A vous de mesurer les risques.

Capricorne Concernant les finances, vous serez bien décidé à augmenter votre pouvoir d'achat. Pour y parvenir, vous accepterez de vous pencher un peu plus sérieusement que d'habitude sur l'état de vos comptes. Les résultats ne se feront pas attendre.

Verseau En raison des bons influx astraux, ce sera le moment idéal pour vous occuper des questions matérielles : effectuer des investissements financiers, réaliser des transactions immobilières, préparer votre retraite, assurer l'avenir des vôtres, surtout celui de vos enfants. Toutes ces démarches seront grandement favorisées. Journée particulièrement faste pour les assureurs et agents de change.

Poisson Le Soleil et Mercure vont mettre en vedette vos finances. Ils promettent à certains un coup de chance. Pour la majorité d'entre vous, toutefois, ce bon climat astral se traduira simplement par une remarquable stabilité financière qui, associée à une bonne gestion, vous permettra de mettre de l'argent de côté pour des projets précis.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU


APPEL D'OFFRES

Prestataire pour le développement d'une cartographie interactive pour les Industries Culturelles et Créatives au Togo et pays voisins

Dans le cadre de la mise en œuvre de Création Africa/Togo, projet visant au renforcement du secteur culturel togolais, à la promotion de l'économie créative et la mise en valeur des artistes et des œuvres, l'institut français du Togo recherche un prestataire qualifié pour le développement d'une cartographie interactive permettant la connaissance fine des ressources professionnelles des territoires des cinq régions du Togo et des pays voisins correspondant à la zone de coopération et de diffusion régionale (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Burkina Faso, Bénin, Nigéria – région de Lagos). La cartographie devra intégrer l'ensemble des ressources de la chaîne de valeurs du secteur artistique et culturel professionnel et préciser les caractéristiques et les modalités de fonctionnement de chaque ressource.

Spécifications techniques

L'application de cartographie interactive devra :

- être accessible sur une interface responsive de type SIG (Système d'Information Géographique) via un site web et/ou une application mobile.
- offrir une interface intuitive, conviviale et ergonomique, avec des fonctionnalités de recherche avancée, de filtrage et de géolocalisation avec vue imagée et satellite.
- permettre la recherche dynamique et la consultation d'un annuaire des professionnels par métiers, services et réalisations.
- inclure l'actualité des appels à projets et autres informations pertinentes pour les acteurs des Industries Culturelles et Créatives avec possibilité de téléchargement des dossiers d'appel à projet sous format PDF.
- être articulée avec les autres outils numériques de l'IFT (application Togo Créatif, système CRM de l'IFT, site internet de l'IFT)
- être compatible avec les principaux navigateurs web et les systèmes d'exploitation mobiles.

Contenu de l'application

La cartographie devra inclure les informations suivantes :

- Ressources professionnelles des territoires des cinq régions du Togo et des pays voisins dans la zone de coopération et de diffusion régionale.
- Lieux de résidences et de diffusion culturelle, avec leurs caractéristiques et modalités de fonctionnement.
- Annuaire des professionnels par métiers et réalisations.
- Actualité des appels à projets, des événements culturels et autres informations pertinentes.

Utilisateurs et fonctionnalités

L'application de cartographie interactive devra répondre aux besoins des utilisateurs suivants:

- Artistes, professionnels et acteurs des Industries Culturelles et Créatives.
- Programmateurs, directeurs de festivals et autres professionnels du secteur.
- Utilisateurs intéressés par la découverte et la participation aux activités culturelles.

Des fonctionnalités telles que la recherche avancée, les filtres, la géolocalisation, ainsi que la possibilité pour les utilisateurs de mettre à jour les informations de leur compte professionnel seront attendues.

Délai

Le projet devra être réalisé dans un délai de 6 à 9 mois à compter de la signature du contrat.

Critères de sélection

Les propositions seront évaluées en fonction des critères suivants :

- Expérience et compétences du prestataire dans le développement de cartographies interactives.
- Pertinence et qualité de la méthodologie proposée.
- Compréhension des besoins et des objectifs du projet.
- Capacité à développer les outils numériques adaptés à l'utilisation (application et site web).
- Modalités d'appropriation de l'outil par l'utilisateur et durée de la maintenance proposée.
- Prix proposé.

Contenu de l'offre

La proposition doit inclure les éléments suivants :

- Présentation de l'entreprise, de l'équipe et des références pertinentes.
- Présentation des réalisations similaires effectuées.
- Description détaillée de la méthodologie proposée.
- Planning de réalisation du projet.
- Budget détaillé.

Modalité de soumission

Les dossiers seront adressés simultanément par courrier électronique à :

direction@institutfrancais-togo.com ET administration@institutfrancais-togo.com

A mentionner en objet du courriel :

Appel d'offres – Prestataire application cartographie interactive Création Africa /Togo

Tout renseignement complémentaire technique peut être obtenu auprès :

- De la direction de l'IFT : direction@institutfrancais-togo.com
- Et de la direction du projet : administration@institutfrancais-togo.com

Les dossiers devront être reçus au plus tard le 24 septembre 2023, délai de rigueur.

Professionnels de l'investissement

La SOAAP portée sur les fonds baptismaux

A l'Ivoire Trade Center de Cocody, Abidjan en Côte d'Ivoire, ce mardi 12 septembre, l'association des Analystes Financiers et Professionnels de l'Investissement de l'UMOA s'est retrouvée en Assemblée Générale constitutive.

Une première qui a connu l'implication de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), de l'Alliance Financière Africaine sur le Changement climatique (AFAC), la Banque Africaine de Développement (BAD) et du régulateur du marché l'AMF-UMOA. Le Directeur Général de la BRVM, en ouvrant les travaux, a rappelé l'importance d'un creuset d'analystes financiers dans l'écosystème du marché financier régional et la force de proposition qu'elle devrait incarner dans son développement. L'une des principales thématiques abordées au cours de l'Assemblée Générale constitutive, est "L'éthique sur les marchés financiers". Adopter et se conformer à des principes d'éthique sont essentiels à la viabilité des marchés financiers en ce sens qu'ils protègent les intérêts des investisseurs et ren-



forcent leur confiance. La réglementation peut contribuer dans une certaine mesure à lutter contre les comportements répréhensibles sur le marché financier. Mais seule, elle reste insuffisante. Les analystes et les entreprises doivent développer une « culture de l'intégrité » qui imprègne tous les niveaux de leurs activités ». Les participants ont également abordé les principes de la modélisation financière qui, fusionne des techniques comptables, financières et commerciales

afin de créer des prévisions pour les performances futures d'une entreprise. Notons qu'un modèle financier a de multiples usages pour les dirigeants d'entreprise et les analystes financiers : financement de projets, valorisation, fusion-acquisition, etc. Il s'en est suivi la lecture des textes fondamentaux devant régir l'Association. A l'issue des travaux, un bureau est élu pour conduire les destinées de la SOAAP.

Avec lenouveaumanager.info

Composition du bureau de la SOAAP

- Président, Guy Roger MENAN, Acteur indépendant du marché.
- Vice-Président, Blaise WLETCHÉ, SGI AGI.
- Secrétaire Exécutif, Régis COUAO-ZOTTI, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CAPITAL SECURITIES WEST-AFRICA (SGSC WA).
- Secrétaire Exécutif Adjoint, Yves TETEGAN, Acteur indépendant du marché.
- Trésorier, Aminata CAMARA, SOCIÉTÉ AFRICAINE D'EXPERTISE FINANCIÈRE.
- Trésorier Adjoint, Yves-André ANGAMAN, ATTIJARI SECURITIES.

Premier League

Le PSG parmi les 4 clubs qui ont dépensé un milliard pour leur effectif

Comme chaque mercredi, le site de l'Observatoire du football CIES dévoile un rapport statistique sur des joueurs ou clubs. Cette semaine, le site s'est penché sur les effectifs des équipes de la saison 2023-2024 et sur les sommes dépensées pour avoir cet effectif.

Cela prend en compte les 100 meilleures équipes mondiales ayant «le plus investi en indemnités de transfert (y compris les suppléments quel que soit le paiement effectif) pour recruter les joueurs actuellement dans leur effectif.» Cette année, quatre équipes ont un effectif qui a coûté plus d'un milliard à leur club : trois clubs anglais (Manchester United,



Chelsea et Manchester City) et un français (PSG). Manchester United est le premier avec 1,15 milliard. Le CIES précise également : le club saoudien d'Al-Hilal (18e)

est le club extérieur au big 5 européen qui a le plus investi en indemnités de transfert pour constituer son effectif (382 M€), devant Leicester City (26e, 281 M€) et l'Ajazz (32e, 236 M€). En Ligue 1, derrière le PSG et son milliard investi, on retrouve Monaco (364 M€) et Rennes (209 M€). L'OM arrive à la 4e place (197M) et l'OL à la 6e place (126M).

Avec footmercato.net

Agriculture

Une délégation togolaise au salon de l'élevage de Rennes

Le Parc des Expositions de Rennes en France accueille pour trois jours, le SPACE le plus grand salon professionnel de l'élevage en Europe.

Une délégation togolaise dont figure Dammipi Noupokou, directeur de l'Agence Education développement (AED) en charge du déploiement des Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD) prene aussi part à ce salon de Rennes aux côtés d'autres délégations africaines. Ouvert ce mardi, ce salon reste une occasion pour les institutions de recherche et exposants de communiquer sur toutes les nouveautés et tout leur sujet de recherche, d'informer aussi les visiteurs sur tout ce qui se fait. "La différence du SPACE c'est qu'on a une offre extrêmement qualitative pour tous nos visiteurs. Il est attendu cette année, des ateliers d'experts au cours desquels il y aura des mini-conférences sur des thèmes spécifiques liés à l'énergie", indique Anne-Marie Quémener, Commissaire Générale du SPACE. Selon elle, la thématique de l'énergie a été choisie naturellement parce que c'est un sujet qui intéresse au premier plan les éleveurs aujourd'hui surtout l'économie de l'énergie. "C'est pour aussi montrer comment l'agriculture peut être source de solutions pour fournir de



l'énergie à l'avenir que ce soit à travers la métallisation ou le photovoltaïque", ajoute Mme Anne-Marie Quémener. Cette édition est inédite pour les organisateurs pour cause de la participation des pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo, le Sénégal, le Nigeria, le Congo, le Ghana etc. représentés par des délégations d'opérateurs économiques et de responsables d'interprofessions. "Les délégations africaines sont avec nous et nous savons que la question de la souveraineté alimentaire s'oppose de manière cruciale en Afrique. Nous sommes de ce fait très heureux d'accueillir ces délégations pour ensemble chercher des solutions et développer la production animale en Afrique", affirme la commissaire du salon. Ce salon a surtout cette vocation très forte de donner la parole aux jeunes et

de les entendre sur la façon dont ils envisagent d'être éleveurs ou de travailler dans le domaine de l'élevage. "C'est vraiment important de voir que l'agriculture et l'élevage en particulier évolue en permanence et donc forcément les jeunes envisagent leur métier de manière différente. Voilà pourquoi il est important de leur donner un espace pour s'exprimer", lance Mme Anne-Marie Quémener. Le SPACE 2023, c'est plus de 1200 exposants avec une diversité de l'offre qui est proposée aux visiteurs et éleveurs (bovins, volaille, lapin, et aussi l'aquaculture). Plus de 550 bovins sont exposés sur cet espace avec différentes races. Ce salon est un moment d'échanges et d'informations unique pour la profession agricole.

Avec agridigitale.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

non pulvérisés dits clinkers, même colorés		Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Riz	2,7
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9
Fèves de soja, même concassées	2,7		

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



AVIS D'APPEL D'OFFRES

ÉMISSION PAR ADJUDICATION

DU 15/09/2023

ÉMISSION SIMULTANÉE

UMOA-TITRES ET LE TRÉSOR DU TOGO

portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession de Bons et d'Obligations du Trésor dont les termes sont les suivants:

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DU TOGO		
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 30 000 MILLIONS DE FCFA		
DATE DE VALEUR	: 18 septembre 2023		
Adjudications	BAT 364 Jours	OAT 2 ans 10 mois	OAT 4 ans 11 mois
Valeur nominale unitaire (en FCFA)	1 000 000 F CFA	10 000 F CFA	10 000 F CFA
Code ISIN		TG0000002245	TG0000002252
Prix	-	Multiples	Multiples
Taux d'intérêt	Multiples	6,00%	6,25%
Échéances	15 septembre 2024	31 juillet 2026	31 juillet 2028

DÉPÔT DES SOUMISSIONS

Date : vendredi 15 septembre 2023 à 10h30mn TU (Heure limite)

Les offres seront reçues à travers l'application SAGETIL-UMOA

BAT 364 Jours: Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

OAT 2 ans 10 mois : Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,00% l'an dès la première année.

OAT 4 ans 11 mois : Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,25% l'an dès la première année.

Dakar, le 05 septembre 2023

Le Directeur Adjoint de UMOA-Titres,
chargé de l'intérim

M. Banassi OUATTARA

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique de la République Togolaise

M. Ekpao ADJABO

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

Pour plus d'informations, merci de contacter UMOA-Titres:

email : umootitres@umootitres.org / Tel : +221 33 849 28 28 / Fax : +221 33 839 45 57